

Pamoja kwa **ajili ya**
Amani
ensemble pour la paix



balobaki
FACT-CHECKING



Rien ne prouve que la maladie à virus Ebola ait été fabriquée par la France pour soutenir Kigali

Sur le réseau social Facebook, une publication diffusée depuis le 19 mai affirme que la France aurait fabriqué le virus Ebola pour le fournir à Kigali afin de freiner l'avancée des forces armées congolaises face aux rebelles de l'AFC-M23 dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC). Ces allégations sont infondées. De plus, l'image utilisée pour étayer cette affirmation a été générée par intelligence artificielle.

En deux lignes: Rien ne permet d'affirmer que la maladie à virus Ebola a été fabriquée par la France avant d'être envoyée au Rwanda.

[L'information](#) que nous vérifions intervient dans le contexte de [la 17e épidémie de maladie](#) à virus Ebola, officiellement déclarée le 15 mai 2026 par l'Organisation mondiale de la santé [l'OMS](#) et touchant à la fois [la RDC et l'Ouganda](#). Depuis cette annonce, une vague de désinformation circule au sein des communautés concernées, alimentant les tensions et les spéculations.

Au 2 Juin 2026, [l'OMS](#) faisait état de 321 cas confirmés et 116 cas suspects en RDC, avec 48 décès confirmés et plus de 240 décès suspects. En Ouganda, neuf cas confirmés et un décès avaient été enregistrés, ainsi qu'un cas suspect.

CITATION

“ Ebola fabriqué en France puis donné à Kagame pour bloquer la progression des FARDC Wazalendo.”

nous avons d'abord analysé l'affirmation selon laquelle le virus Ebola aurait été fabriqué par la France au profit du Rwanda afin de freiner la progression des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et des combattants Wazalendo. Pour vérifier cette allégation, nous avons retracé [l'historique de cette maladie](#). Nos recherches montrent qu'il ne s'agit pas de la première apparition de cette souche en RDC. Celle-ci avait déjà été signalée dans [le pays en 2012, après avoir été identifiée pour la première fois en 2007 en Ouganda, dans le district de Bundibugyo, situé à la frontière avec la RDC.](#)

Lors d'un point de situation sur Ebola tenu à Kinshasa le 19 mai 2026, le virologue congolais Jean-Jacques Muyembe a déclaré qu'il n'existe, à ce jour, ni vaccin ni traitement spécifique contre cette nouvelle variante. Il a toutefois précisé qu'il ne s'agit pas d'un nouveau virus, mais d'un variant du virus Bundibugyo, distinct de la souche identifiée en Ouganda en 2007 et de celle qui a provoqué l'épidémie d'Isiro en 2012.

Selon lui, la maladie résulte d'une infection zoonotique, c'est-à-dire transmise de l'animal à l'être humain. Aucun élément scientifique ne permet donc d'étayer l'affirmation selon laquelle ce virus aurait été fabriqué dans un laboratoire. Nous avons ensuite examiné l'hypothèse selon laquelle le Rwanda serait directement concerné par cette épidémie. D'après les données historiques du [CDC](#) et les informations publiées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Rwanda ne figure pas parmi les pays ayant enregistré des cas de maladie à virus Ebola. Les autorités rwandaises ont par ailleurs renforcé les mesures de surveillance sanitaire [à la frontière avec la RDC](#). Nous avons également vérifié l'image utilisée pour appuyer cette affirmation à l'aide [d'Isigenai](#), un outil de détection des contenus générés par intelligence artificielle. L'analyse a conclu, avec un niveau de probabilité de 100 %, qu'il s'agit d'une image créée par une intelligence artificielle.

Contacté par Balobaki, Habimana Kanyihigo Pablo, responsable de la communication à la Division provinciale de la santé du Nord-Kivu, a qualifié cette information de fausse lors d'un entretien accordé le 28 mai 2026 à Goma.

Selon lui, la diffusion de ce type de contenus est souvent motivée par leur forte capacité à susciter l'attention et les interactions sur les réseaux sociaux. Il souligne également que la désinformation peut avoir des conséquences graves dans un contexte d'urgence sanitaire.

« Si l'infodémie prend de l'ampleur pendant cette période où nous combattons une épidémie comme Ebola, elle peut favoriser la résistance des populations aux mesures de riposte. C'est pourquoi nous devons renforcer la sensibilisation et veiller à la diffusion d'informations fiables. Chacun doit devenir un relais de la bonne information afin d'encourager le changement de comportement », a-t-il déclaré.

En conclusion, aucune preuve crédible ne permet d'établir que le virus Ebola a été fabriqué par la France pour soutenir le Rwanda dans le conflit qui l'oppose à la RDC. Par ailleurs, l'image utilisée pour étayer cette affirmation a été générée par intelligence artificielle.

SEMAINE DU VENDREDI 12 JUIN 2026



Pamoja kwa ajili ya
Amani
ensemble pour la paix



Une image générée par l'intelligence artificielle prétend montrer des drones des FARDC bombardant des civils dans l'Est de la RDC

Une publication diffusée depuis mi-mai 2026 sur le compte Facebook « Kigali Daily News » affirme que les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) auraient bombardé des zones « densément peuplées » dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) . Le message est accompagné d'une image montrant un appareil volant portant l'inscription « FARDC » ainsi que le drapeau congolais. Après vérification, nos recherches démontrent que cette image a été générée par intelligence artificielle. Les FARDC ont par ailleurs démenti ces allégations.

En deux lignes : Contrairement aux affirmations relayées sur les réseaux sociaux, les FARDC démentent les allégations selon lesquelles leurs drones auraient bombardé des civils dans l'Est du pays.

Malgré les efforts diplomatiques engagés, notamment à travers l'accord de Washington visant à contribuer au règlement de la crise sécuritaire dans l'Est de la RDC, les affrontements se poursuivent sur plusieurs lignes de front dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Les rebelles de [l'AFC-M23](#) accusent régulièrement les [FARDC](#) de mener des attaques dans des zones habitées par des civils, des allégations que les autorités congolaises rejettent.

CITATION

« L'AFC/M23 affirme que les forces de Kinshasa ont utilisé des drones kamikazes dans des attaques contre des zones peuplées de civils dans l'est de la #RDCongo le mercredi 13 mai 2026. »

Lorsque nous avons pris connaissance de cette publication, nous avons effectué une recherche sur Google à l'aide des mots-clés : « Drones kamikazes zones peuplées civils RDC ». L'objectif était de vérifier si des médias crédibles ou des organisations de défense des droits humains avaient documenté de telles attaques à la date mentionnée dans le message. Nos recherches n'ont permis de trouver aucun élément corroborant cette affirmation. Il convient également de souligner que l'auteur de la publication ne précise ni le lieu exact ni l'entité administrative où ces attaques auraient eu lieu.

Nous avons ensuite contacté le Lieutenant [Mbuyi Kalonji Reagan](#), du service de communication des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) , qui a qualifié cette information de fausse : « Les FARDC sont une armée professionnelle. Dire que nous avons bombardé des civils est faux. Ce narratif ne passe plus », a-t-il déclaré.

Dans le cadre de nos vérifications, nous avons également soumis l'image à [Hive Moderation](#), un outil de détection des contenus générés par intelligence artificielle. Les résultats de l'analyse indiquent une probabilité de 96,3 % que cette image ait été créée par une intelligence artificielle.

En Conclusion, les FARDC démentent les allégations selon lesquelles leurs drones auraient bombardé des civils dans l'Est de la RDC le 13 mai 2026. De plus, l'image présentée comme une preuve de ces prétendues frappes a très probablement été générée par l'intelligence artificielle.

Pamoja kwa ajili ya Amani

ensemble pour la paix



Post

RDC Times @RDC_Times

Dans le cadre des accords de DOHA, l'AFC/M23 s'est retiré de toutes les zones occupées après l'accord de WASHINGTON et de ce fait, les USA analysent une option afin d'accorder un statut spécial aux zones sous contrôle de l'AFC pr une administration transitoire locale jusqu'en 2028

Personnes pertinentes

RDC Times @RDC_Times Abonné

Média Congolais d'investigations pour la promotion de la Démocratie et la Paix. Nos Contacts : +1 212-257-8036, +1 855-270-5991

En direct sur X

- Channels Television @anime, Politics Today +1,4 k
- NTV UGANDA @anime, Watch #NTVTonight live here | ntv.co.ug +444
- Rwanda Broadcasting Agency (RBA) @anime, RWANDA TV LIVE +218
- Radio Okapi @anime

Non, les rebelles de l'AFC/M23 ne se sont pas retirés de toutes les zones qu'ils occupent dans l'Est de la RDC

Sur le réseau social X (ex-Twitter), un internaute a affirmé que les rebelles de l'AFC/M23 s'étaient retirés de toutes les zones occupées. Il a également soutenu que les États-Unis accorderaient un nouveau statut à ces zones, afin que la rébellion les dirige jusqu'en 2028 dans le cadre d'une administration transitoire. Cependant, après vérification, le gouvernement américain ne s'est pas encore prononcé sur une éventuelle administration transitoire. De plus, plusieurs entités du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), restent toujours sous l'occupation des rebelles.

En deux lignes : les éléments de l'AFC/M23 sont toujours présents dans plusieurs entités des provinces du Nord et Sud-Kivu

Le gouvernement congolais et les rebelles de l'AFC-M23, ont entamé depuis plus d'une année [des négociations](#) pour aboutir à un accord de paix. Ces discussions sont sous la médiation des gouvernements Qatari et américain. [En Novembre 2025](#), les deux parties ont signé un accord cadre contenant huit étapes, parmi lesquelles, la restauration de l'autorité de l'Etat dans les zones occupées par les rebelles. Les discussions entre les deux parties se poursuivent actuellement en Suisse. C'est dans ce contexte que l'information que nous vérifions sur le retrait des rebelles de l'AFC-M23 dans les zones qu'ils occupent circule.

CITATION

« Dans le cadre des accords de DOHA, l'AFC/M23 s'est retiré de toutes les zones occupées après l'accord de WASHINGTON et de ce fait, les USA analysent une option afin d'accorder un statut spécial aux zones sous contrôle de l'AFC par une administration transitoire locale jusqu'en 2028 » [\(lien de la publication\)](#)

LES FAITS

Nous avons douté de cette affirmation, vu qu'une recherche rapide via le moteur Google avec les mots clés « [AFC/M23, retirés, zones occupées, Washington, administration transitoire](#) », ne nous a mené à rien. Le 8 juin 2026, nous avons contacté John, habitant de la ville de Goma pour savoir si les rebelles sont encore sur place. " Ces combattants du M23 sont toujours là et ils font ce qu'ils veulent ici", indique-t-il. Au Sud-Kivu, la coordination provinciale de la Nouvelle dynamique de la société civile que nous avons également contacté, affirme que les rebelles sont toujours là. " AFC/M23 n'est pas sortie de la ville de Bukavu où je suis. Ils sont encore dans plusieurs autres villages ici au Sud-Kivu, vous savez qu'ils se sont déjà alliés au Redtabara et Twirwaneho. Ils sont là "

En poursuivant notre recherche, nous avons visité [le site du département des Etats-Unis d'Amérique, l'un des principaux canaux de communication](#) de la maison blanche sur les affaires étrangères. [Nous n'avons alors rien trouvé dans la catégorie RDC, sur l'annonce d'une probable administration transitoire qui ira jusqu'en 2028 à l'Est de la RDC par l'AFC/M23.](#)

Toutefois nous avons trouvé que sous pression américaine, le 10 mai 2026, les rebelles de l'AFC-M23, s'étaient retirés dans plusieurs villages du Sud-Kivu, rien ne prouve donc leur retrait total dans toutes les zones qu'ils occupent.

En conclusion, [les rebelles de l'AFC-M23 contrôlent toujours plusieurs villages et villes](#) comme Bukavu et Goma. Leur présence est confirmée par des personnes sur place que nous avons contacté le 8 juin 2026. Et aucun média, moins encore les Etats-unis confirment ce prétendu retrait.



DES
SOLUTIONS
INNOVANTES SUR
WHATSAPP
POUR LUTTER CONTRE
LES DISCOURS DE HAINE
ET LA DÉSINFORMATION
DANS L'EST
DE LA RD CONGO



Pamoja kwa ajili ya
Amani
ensemble pour la paix

Ces articles de vérification des faits sont rédigés dans le cadre du projet :
« **Balobaki Check : des solutions innovantes sur WhatsApp pour lutter contre les discours de haine et la désinformation dans l'est de la RD Congo**
avec le soutien technique d'Internews et le soutien financier de l'Union européenne.

Son contenu relève de la seule responsabilité de BALOBAKI CHECK et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position d'internews et de l'Union européenne.



balobakichack@gmail.com, redaction@balobakichack.com



BALOBAKI CHECK



+243 859167887



www.balobakichack.com



Funded by
the European Union



Internews
Europe